



# Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 7 février 2001

Pour être diffusé à 8 h 30

---

## COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

---

● **Permis de bâtir, année 2000 et décembre 2000**

3

Les municipalités ont délivré pour 37,7 milliards de dollars de permis de bâtir en 2000, chiffre qui n'a été dépassé qu'une seule fois auparavant. Les secteurs résidentiel et non résidentiel ont l'un et l'autre réalisé leurs meilleurs résultats annuels depuis le sommet de 1989 dans le domaine de la construction, lorsque la valeur totale des permis avait atteint 40,0 milliards de dollars.

(suite à la page 2)

### Migrations des jeunes ruraux entre 1971 et 1996

Le bulletin d'analyse *Migrations des jeunes ruraux entre 1971 et 1996*, publié en collaboration avec le Secrétariat rural d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, est le onzième d'une série de profils des tendances qui caractérisent le Canada rural. À l'aide des données du recensement, il montre l'étendue de l'émigration des jeunes des régions rurales entre 1971 et 1996, aux échelons national et provincial.

Toutes les provinces ont connu une émigration nette des jeunes de leurs régions rurales entre 1971 et 1996. Ce sont la Saskatchewan et les quatre provinces de l'Atlantique, particulièrement Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard, qui ont subi l'émigration nette la plus importante. Les provinces qui ont eu la plus faible émigration nette de leurs jeunes ruraux sont l'Alberta et la Colombie-Britannique. Parallèlement, les régions urbaines ont connu une immigration nette de jeunes dans toutes les provinces, sauf celles de l'Atlantique. Les régions urbaines de l'Alberta sont celles où l'immigration nette a été la plus forte.

Le bulletin *Migrations des jeunes ruraux entre 1971 et 1996* (21-006-XIF, gratuit) est maintenant accessible dans le site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À la page *Produits et services*, choisissez *Publications gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, composez le 1 800 465-1991. Pour plus de renseignements, communiquez avec Ray D. Bollman au (613) 951-3747 ([bollman@statcan.ca](mailto:bollman@statcan.ca)) ou avec Roland Beshiri au (613) 951-6506 ([roland.beshiri@statcan.ca](mailto:roland.beshiri@statcan.ca)), Division de l'agriculture. Télécopieur: (613) 951-3868.



---

## **AUTRES COMMUNIQUÉS**

---

Indice de l'offre d'emploi, janvier 2001	7
Méthodologie proposée pour estimer la valeur des droits à pension dans les régimes d'employeur, document de travail	7
Production de poulet, 2000	8

---

## **NOUVEAUX PRODUITS**

---

## COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

### Permis de bâtir

Année 2000 et décembre 2000

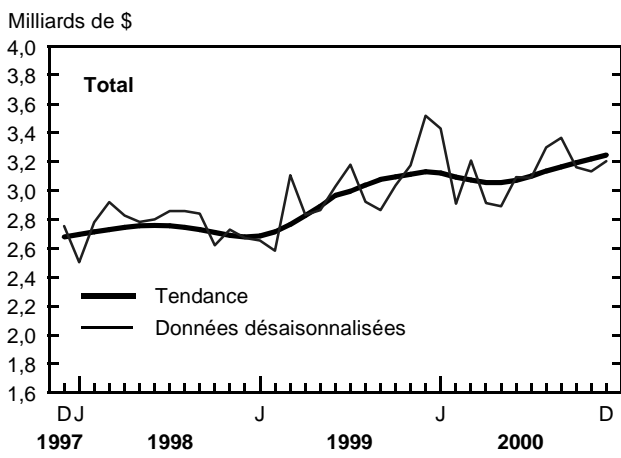
Les municipalités ont délivré pour 37,7 milliards de dollars de permis de bâtir en 2000, chiffre qui n'a été dépassé qu'une seule fois auparavant. Les secteurs résidentiel et non résidentiel ont l'un et l'autre réalisé leurs meilleurs résultats annuels depuis le sommet de 1989 dans le domaine de la construction, lorsque la valeur totale des permis avait atteint 40,0 milliards de dollars.

La hausse de 5,4 % par rapport au total de 1999 était la cinquième augmentation consécutive des intentions de construction au niveau d'ensemble.

Les intentions de construction de logements ont atteint 20,6 milliards de dollars, soit 3,3 % de plus qu'en 1999, du seul fait d'un accroissement de la demande de logements unifamiliaux. La valeur des permis de construction non résidentielle a fait un bond appréciable de 8,1 %, qui l'a fait passer à 17,1 milliards de dollars, sous la poussée de progressions dans chacune des trois composantes (industrielle, commerciale et institutionnelle).

Parmi les régions métropolitaines de recensement, l'augmentation la plus importante de la valeur cumulative a été observée dans la région d'Ottawa, où le manque d'espace de bureau et la forte demande de logements unifamiliaux neufs a propulsé les intentions. Calgary et Montréal venaient ensuite, l'activité soutenue dans le secteur non résidentiel ayant surtout contribué aux vigoureuses augmentations dans les deux régions.

La valeur totale des permis a été en hausse en décembre



#### Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 600 municipalités représentant 94 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 6 % de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

En décembre, les municipalités ont délivré pour 3,2 milliards de dollars de permis de bâtir, soit 2,3 % de plus qu'en novembre. La progression des intentions de construction non résidentielle a plus que compensé le recul observé dans le secteur résidentiel.

Des hausses appréciables de la valeur des permis de construction industrielle et institutionnelle ont valu au secteur non résidentiel une robuste croissance de 10,4 %, qui a donné un total de 1,5 milliard de dollars en décembre. Par contre, la valeur des permis de construction résidentielle est tombée de 4,2 % pour passer à 1,7 milliard de dollars, conséquence de reculs des intentions pour les logements unifamiliaux et multifamiliaux.

#### Les logements unifamiliaux ont valu une excellente année au secteur résidentiel

Les municipalités ont délivré pour 15,0 milliards de dollars de permis de logements unifamiliaux en 2000, ce qui est 5,2 % de plus qu'en 1999. Cependant, les intentions pour les logements multifamiliaux ont connu un repli de 1,5 % pour atteindre 5,6 milliards de dollars.

Les facteurs qui ont contribué aux solides résultats du côté des projets de construction résidentielle sont probablement les niveaux élevés d'emplois à temps plein, la croissance soutenue du revenu disponible, la faiblesse et la stabilité des taux hypothécaires et l'accroissement de l'immigration. Si ces conditions se maintiennent, le marché de l'habitation devrait être positif en 2001, compte tenu de la diminution des taux d'inoccupation des appartements locatifs dans plusieurs municipalités.

À l'échelon provincial, l'augmentation de loin la plus importante, en dollars, par rapport à 1999 est survenue

en Ontario (+5,4 %, valeur totale de 10,4 milliards de dollars). L'Ontario représente plus des quatre cinquièmes de l'augmentation globale dans le secteur de l'habitation en 2000. Il y a eu d'autres hausses appréciables au Québec (+5,1 %, valeur totale de 3,3 milliards de dollars) et en Alberta (+4,4 %, valeur totale de 2,9 milliards de dollars).

Par contre, la Colombie-Britannique a affiché le plus fort recul (-8,2 %, valeur totale de 2,4 milliards de dollars). Il s'agissait de la quatrième baisse annuelle consécutive dans le secteur de l'habitation de cette province.

### Construction non résidentielle: meilleurs chiffres annuels en 11 ans

L'accroissement de 8,1 % de la valeur des permis de construction non résidentielle en 2000 a été plus du double de l'augmentation de 3,7 % observée en 1999. Chacune des trois composantes (industrielle, commerciale et institutionnelle) a atteint son niveau le plus élevé des 11 dernières années.

La forte économie et le recul du taux d'inoccupation des immeubles à bureaux et à vocation commerciale dans de nombreux centres expliquent la hausse des intentions de construction non résidentielle. En outre, les intentions de construction industrielle ont probablement été stimulées par le taux d'utilisation de la capacité industrielle le plus élevé en plus de 25 ans dans le secteur de la fabrication et par la diminution de la disponibilité d'espace industriel.

La croissance annuelle dans le secteur non résidentiel est surtout attribuable à la composante commerciale, dont la valeur a monté de 8,8 % et a atteint 9,2 milliards de dollars, niveau qui n'a été dépassé qu'une seule fois auparavant. L'activité est venue surtout d'augmentations dans les projets de construction pour le commerce et les services ainsi que pour les immeubles à bureaux.

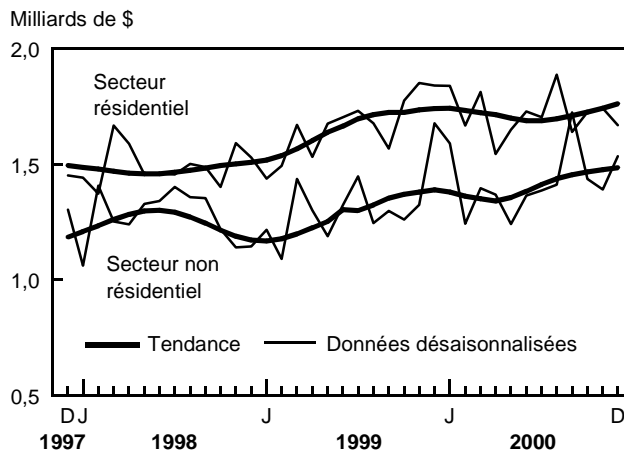
Les intentions de construction industrielle en 2000 ont atteint 4,0 milliards de dollars, en hausse de 11,3 % par rapport à 1999. Les nouvelles usines situées près de l'autoroute 407 dans la région métropolitaine de Toronto ont été un grand facteur à l'origine de la hausse.

La valeur des permis de construction institutionnelle a connu une modeste progression de 3,1 %, qui l'a fait passer à 3,8 milliards de dollars en 2000. Cette croissance est attribuable à des hausses appréciables du côté des établissements de services sociaux et des immeubles administratifs gouvernementaux.

À l'échelon provincial, la croissance la plus marquée en 2000, en dollars, est survenue en Ontario (+9,0 %,

valeur totale de 7,5 milliards de dollars) et en Alberta (+22,3 %, valeur totale de 2,5 milliards de dollars). Alors que les composantes industrielle et institutionnelle ont joué un rôle déterminant en Ontario, l'augmentation en Alberta est venue surtout du secteur commercial.

### Important retournement dans le secteur non résidentiel



À l'opposé, la Saskatchewan a connu le plus net recul (-13,9 %, valeur totale de 388 millions de dollars), la valeur de ses permis de construction non résidentielle ayant diminué, en raison surtout de diminutions des composantes institutionnelle et industrielle.

### Diminutions dans les logements unifamiliaux et les logements multifamiliaux en décembre

Les constructeurs ont obtenu des permis de construction de logements multifamiliaux pour une valeur de 419 millions de dollars en décembre, soit 10,5 % de moins qu'en novembre. Les intentions pour les logements unifamiliaux ont suivi la même tendance, n'étant plus que de 1,2 milliard de dollars, après une baisse de 1,9 %.

À l'échelon provincial, une dégringolade de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a infligé à l'Ontario le plus gros recul, en dollars, dans le secteur de l'habitation (-13,3 %, valeur totale de 800 millions de dollars). Les augmentations survenues en Colombie-Britannique (+22,3 %, valeur totale de 218 millions de dollars) et au Québec (+13,1 %, valeur totale de 309 millions de dollars) ont contribué à tempérer le recul au niveau d'ensemble.

---

**Le secteur non résidentiel a terminé l'année sur une bonne note**

À la faveur d'importantes progressions des projets de construction industrielle et institutionnelle, le secteur non résidentiel a connu une hausse de 10,4 % en décembre (valeur totale de 1,5 milliard de dollars), après deux reculs mensuels consécutifs.

La forte demande d'usines de fabrication s'est reflétée dans la valeur des permis de construction industrielle, qui a atteint 380 millions de dollars, en hausse de 36,2 % comparativement à novembre.

Les intentions de construction institutionnelle se sont accrues de 33,4 %, pour s'établir à 376 millions de dollars, après deux diminutions mensuelles. La croissance provenait essentiellement de la construction d'établissements d'enseignement et de services sociaux.

Dans la composante commerciale, la valeur des permis a fléchi de 6,1 % pour se situer à 779 millions de dollars en décembre. La catégorie des hôtels et des restaurants, qui avait connu une hausse considérable en novembre, a accusé le plus net recul.

Parmi les provinces, l'augmentation la plus importante en décembre, en dollars, est survenue

en Ontario (+37,0 %, valeur totale de 865 millions de dollars), où la composante industrielle a atteint son niveau mensuel le plus élevé depuis décembre 1989. À l'opposé, la diminution la plus considérable est survenue au Québec (-30,6 %, valeur totale de 231 millions de dollars), où les composantes industrielle et commerciale ont été les principaux facteurs.

**Données stockées dans CANSIM: matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.**

Le numéro de décembre 2000 de *Permis de bâtir* (64-001-XIB, 19 \$ / 186 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Le communiqué sur les permis de bâtir de janvier 2001 paraîtra le 7 mars.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 ([clarver@statcan.ca](mailto:clarver@statcan.ca)). Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 ([saineti@statcan.ca](mailto:saineti@statcan.ca)), Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir

	Novembre 2000 <sup>r</sup>	Décembre 2000 <sup>p</sup>	Novembre à décembre 2000	Janvier à décembre 1999	Janvier à décembre 2000	Janv.-déc. 1999 à janv.-déc. 2000
données désaisonnalisées						
	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %
<b>Canada</b>	<b>3 133,0</b>	<b>3 204,2</b>	<b>2,3</b>	<b>35 770,4</b>	<b>37 701,4</b>	<b>5,4</b>
Résidentiel	1 742,4	1 669,1	-4,2	19 956,9	20 612,7	3,3
Non résidentiel	1 390,6	1 535,1	10,4	15 813,5	17 088,7	8,1
Terre-Neuve	22,6	16,4	-27,2	303,1	312,0	2,9
Résidentiel	12,4	9,3	-25,1	151,1	192,9	27,7
Non résidentiel	10,2	7,1	-29,8	152,0	119,1	-21,6
Île-du-Prince-Édouard	7,9	5,9	-25,2	140,9	110,0	-22,0
Résidentiel	4,9	4,5	-9,5	69,4	63,5	-8,6
Non résidentiel	3,0	1,5	-51,0	71,5	46,5	-35,0
Nouvelle-Écosse	56,8	62,9	10,8	907,2	912,2	0,6
Résidentiel	40,7	33,8	-16,9	477,0	517,3	8,5
Non résidentiel	16,0	29,1	81,4	430,2	394,9	-8,2
Nouveau-Brunswick	48,9	35,3	-27,9	481,2	484,9	0,8
Résidentiel	23,6	22,9	-3,1	274,2	268,7	-2,0
Non résidentiel	25,3	12,4	-51,0	207,1	216,2	4,4
Québec	606,6	540,5	-10,9	5 939,6	6 453,5	8,7
Résidentiel	273,3	309,2	13,1	3 104,8	3 264,2	5,1
Non résidentiel	333,3	231,4	-30,6	2 834,8	3 189,4	12,5
Ontario	1 554,6	1 665,1	7,1	16 760,1	17 912,7	6,9
Résidentiel	923,4	800,4	-13,3	9 833,7	10 363,4	5,4
Non résidentiel	631,2	864,7	37,0	6 926,4	7 549,3	9,0
Manitoba	59,8	49,0	-18,1	879,4	896,2	1,9
Résidentiel	25,6	26,4	3,2	364,3	375,7	3,1
Non résidentiel	34,2	22,5	-34,0	515,1	520,5	1,0
Saskatchewan	29,6	36,7	24,0	721,6	644,8	-10,7
Résidentiel	19,3	15,5	-19,8	270,3	256,4	-5,2
Non résidentiel	10,3	21,2	106,5	451,3	388,4	-13,9
Alberta	448,0	406,1	-9,4	4 801,9	5 376,7	12,0
Résidentiel	239,9	228,7	-4,7	2 765,0	2 886,2	4,4
Non résidentiel	208,1	177,4	-14,7	2 036,9	2 490,5	22,3
Colombie-Britannique	295,8	384,2	29,9	4 695,9	4 478,0	-4,6
Résidentiel	178,0	217,7	22,3	2 591,9	2 379,2	-8,2
Non résidentiel	117,8	166,5	41,3	2 104,0	2 098,7	-0,3
Yukon	1,7	2,1	21,5	48,8	55,7	14,1
Résidentiel	1,0	0,9	-16,1	18,1	14,5	-19,7
Non résidentiel	0,7	1,2	76,2	30,7	41,2	34,1
Territoires du Nord-Ouest	0,7	0,1	-91,0	41,3	22,8	-44,8
Résidentiel	0,1	0,0	-88,6	11,7	10,0	-14,5
Non résidentiel	0,5	0,0	-91,7	29,6	12,8	-56,7
Nunavut	0,0	0,0	...	49,3	41,9	-15,0
Résidentiel	0,0	0,0	...	25,4	20,7	-18,7
Non résidentiel	0,0	0,0	...	23,9	21,3	-11,0

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

... N'ayant pas lieu de figurer.

**Note:** Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

## AUTRES COMMUNIQUÉS

### Indice de l'offre d'emploi

Janvier 2001

En janvier, l'Indice de l'offre d'emploi (1996=100) a diminué de 2,2 % pour atteindre 177, après avoir été stable en décembre. Avant cette faiblesse, l'indice avait avancé de manière régulière depuis le début de 1996, sauf en avril 2000 (-2,3 %) et en août 2000 (-0,6 %).

En janvier, toutes les provinces ont diminué ou sont restées au niveau du mois précédent à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard et du Manitoba.

### Indice de l'offre d'emploi

(1996=100)

	Janv. 2000	Déc. 2000	Janv. 2001	Janv. 2000 à janv. 2001	Déc. 2000 à janv. 2001
	données désaisonnalisées				
					var. en %
<b>Canada</b>	<b>169</b>	<b>181</b>	<b>177</b>	<b>4,7</b>	<b>-2,2</b>
Terre-Neuve	177	202	202	14,1	0,0
Île-du-Prince-Édouard	204	247	254	24,5	2,8
Nouvelle-Écosse	168	165	162	-3,6	-1,8
Nouveau-Brunswick	192	195	194	1,0	-0,5
Québec	159	171	169	6,3	-1,2
Ontario	187	199	196	4,8	-1,5
Manitoba	166	176	178	7,2	1,1
Saskatchewan	136	140	138	1,5	-1,4
Alberta	154	180	177	14,9	-1,7
Colombie-Britannique	144	153	145	0,7	-5,2

**Nota:** L'Indice de l'offre d'emploi est basé sur le nombre d'annonces publiées dans 22 journaux de 20 régions métropolitaines. Cet indice est un indicateur de la demande de travail qui mesure l'intention des employeurs d'embaucher de nouveaux travailleurs. L'indice est désaisonnalisé et lissé pour faciliter la comparaison mensuelle.

**Données stockées dans CANSIM: matrice 105 (niveaux 8, 9 et 10).**

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Justin Lacroix au (613) 951-4090 ([labour@statcan.ca](mailto:labour@statcan.ca)), Division de la statistique du travail. Télécopieur: (613) 951-4087. ■

### Méthodologie proposée pour estimer la valeur des droits à pension dans les régimes d'employeur, document de travail

Statistique Canada invite les utilisateurs à faire des commentaires au sujet d'un nouveau rapport qui propose une méthodologie pour calculer la valeur des droits à pension, dans le cadre de l'Enquête sur la sécurité financière.

De plus amples renseignements figurent dans ce rapport, qui paraît aujourd'hui, intitulé *Enquête sur la sécurité financière, Méthodologie proposée pour estimer la valeur des droits à pension dans les régimes d'employeur, document de travail*. Les utilisateurs sont invités à communiquer leurs points de vue à Statistique Canada d'ici le 16 mars. On précise, dans le document, où faire parvenir ses commentaires.

L'Enquête sur la sécurité financière, menée en 1999, portait sur l'avoir et la dette des Canadiens. L'enquête a recueilli des renseignements sur la valeur des avoirs – financiers ou non – appartenant aux unités familiales du pays et sur le montant de leur dette. Il en résultera une estimation de la valeur nette du patrimoine des Canadiens, qui paraîtra prochainement.

L'objectif visé est de raffiner l'estimation initiale de la valeur nette du patrimoine en y ajoutant une estimation de la valeur des droits à pension constitués dans les régimes de retraite d'employeur. Il s'agit d'un volet essentiel de toute enquête sur l'avoir et la dette, car ces droits représentent, pour bien des familles, un des avoirs les plus importants. À mesure que la population vieillit, le besoin d'information sur la constitution des droits à pension se fait très pressant si l'on veut mieux comprendre la situation financière de ceux et celles dont la retraite approche à grands pas.

Le document *Enquête sur la sécurité financière, Méthodologie proposée pour estimer la valeur des droits à pension dans les régimes d'employeur, document de travail* (13F0026MIF01002, gratuit) est accessible dans le site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). Il se trouve sous les rubriques *Produits et services, Documents de recherche (gratuits)*, puis *Finances personnelles et finances des ménages*, et *Documents de recherche sur les avoirs et les dettes des Canadiens*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 ([revenu@statcan.ca](mailto:revenu@statcan.ca)), Division de la statistique du revenu. ■

## **Production de poulet**

2000 (estimations provisoires)

Les estimations provisoires de 2000 sur la production de poulet sont maintenant disponibles. La méthodologie d'estimation de la production de poulet a été modifiée pour 1999 et 2000. Les estimations définitives de la production de poulet seront diffusées dans la publication *Production de volaille et oeufs 2000*, qui paraîtra en mai.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Beaudry au (613) 951-7128 ([gilles.beaudry@statcan.ca](mailto:gilles.beaudry@statcan.ca)), Division de l'agriculture. ■



---

## NOUVEAUX PRODUITS

---

**Enquête sur la sécurité financière, Méthodologie proposée pour estimer la valeur des droits à pension dans les régimes d'employeur, document de travail, 1999**

**Numéro au catalogue: 13F0026MIF01002**  
(Gratuit).

**Migration des jeunes ruraux entre 1971 et 1996, 1971 à 1996**  
**Numéro au catalogue: 21-006-XIF**  
(Gratuit).

**Statistiques financières et fiscales des entreprises, 1998**

**Numéro au catalogue: 61-219-XPB (57\$).**

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

### Pour commander les produits

**Pour commander les produits par téléphone:**

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.


Au Canada et aux États-Unis, composez:	<b>1 800 267-6677</b>
Pour les autres pays, composez:	<b>1 613 951-7277</b>
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	<b>1 877 287-4369</b>
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	<b>1 800 700-1033</b>

**Pour commander par la poste, écrivez à:** Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet:** écrivez à [order@statcan.ca](mailto:order@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)), sous les rubriques *Produits et services*, *Publications téléchargeables*.

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

Catalogue 11-001F *Quotidien* 11 (210) (50) (00000001)



Statistique Canada

Le jeudi 8 juin 1997  
Pour être diffusé à 8 h 30



**PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS**

- **Transport urbain, 1996** 2  
Malgré la pénurie associée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recouru. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements au travail par semaine en transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5  
À l'égard de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été considérablement inférieure.

**AUTRES COMMUNIQUÉS**

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les anticipations à court terme 10
- Aligner les normes provinciales sur le territoire le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

**NOUVELLES PARUTIONS** 12

**Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada**

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [listproc@statcan.ca](mailto:listproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, [belajul@statcan.ca](mailto:belajul@statcan.ca)

Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, [simamad@statcan.ca](mailto:simamad@statcan.ca)

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.